

Service environnement
19 rue Montesquieu
BP 90795
85000 La Roche-sur-Yon

La Roche-sur-Yon, le 29 mai 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/04/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

GAEC LES TROIS SITES (SITE LA GROLLIERE)

**La Grollière
85140 ESSARTS EN BOCAGE**

Nos Références : 24-1086 VJ
Code AIOT : 0058501194

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22 avril 2024 dans l'établissement du GAEC LES TROIS SITES (site La Grollière), implanté à La Grollière - 85140 ESSARTS EN BOCAGE. L'inspection a été annoncée le 11 avril 2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GAEC LES TROIS SITES (SITE LA GROLLIERE)
- LA GROLLIERE LES ESSARTS - 85140 Essarts en Bocage
- Code AIOT : 0058501194
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le GAEC LES TROIS SITES est connu par arrêté de prescriptions complémentaires n°08-DRCTAJE/1-683 du 1er décembre 2008 autorisant le GAEC LES TROIS SITES à exploiter un élevage de volailles sur le territoire de la commune des ESSARTS, au lieu dit "la Grollière".

Le dossier de réexamen de cet élevage a été validé le 12 mars 2019. L'exploitation est autorisée à produire 41800 poulets de chair ou 15200 dindes.

Le GAEC LES TROIS SITES est également connu pour exploiter un élevage de 29250 animaux équivalents volailles sur le site "Les Fontaines". Les deux sites sont non connexes. Seul le site avicole de "La Grollière" a fait l'objet d'une inspection.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|--|--|---|-----------------------|
| 3 | Recensement des risques | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 8 | Demande d'action corrective | 15 jours |
| 11 | Dispositions relatives aux prélèvements d'eau (forage) | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 19 | Demande d'action corrective | 3 mois |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|---|---|-------------------|
| 1 | Dossier installation classée | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 4 | Conforme |
| 2 | Intégration dans le paysage et propreté | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 6 | Conforme |
| 4 | Nature et risques des produits | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 9 | Conforme |
| 5 | Propreté – Insectes – Rongeurs | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 10 | Conforme |
| 6 | Moyens de lutte contre l'incendie | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13 | Conforme |
| 7 | Installations électriques et techniques – Plans – FDS | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14 | Conforme |
| 8 | Stockage des produits de nettoyage et des autres produits dangereux | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 15-I | Conforme |
| 9 | Dispositions relatives aux prélèvements d'eau (limitation) | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 17 | Conforme |
| 10 | Dispositions relatives aux prélèvements d'eau (compteur, disconnecteur) | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 18 | Conforme |
| 12 | Enclos, volières et parcours de volailles | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 21 | Conforme |
| 13 | Collecte et stockage des effluents | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 23-I | Conforme |
| 14 | Collecte des eaux de pluie | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 24 | Conforme |
| 15 | Site de traitement spécialisé | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 30 | Conforme |
| 16 | Déchets et sous-produits animaux | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 34 | Conforme |
| 17 | Élimination des déchet, médicaments vétérinaires et sous-produits | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 35 | Conforme |
| 18 | Mise en œuvre des MTD | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42-II | Conforme |
| 19 | Émissions atmosphériques d'ammoniac | Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 45 | Conforme |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Outre quelques améliorations à apporter concernant la protection des deux forages, l'exploitation est bien tenue.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Dossier installation classée

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 4 |
| Thème(s) : Élevage; Dossier |
| Prescription contrôlée : L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants : <ul style="list-style-type: none">- un registre à jour des effectifs d'animaux présents dans l'installation, constitué, le cas échéant, du registre d'élevage tel que prévu par le code rural et de la pêche maritime ;- les différents documents prévus par le présent arrêté, à savoir :<ul style="list-style-type: none">- le registre des risques (art. 14) ;- le plan des réseaux de collecte des effluents d'élevage (cf. art. 23) ;- le plan d'épandage (cf. art. 27-2) et les modalités de calcul de son dimensionnement (cf. art. 27-4) ;- le cahier d'épandage, y compris les bordereaux d'échanges d'effluents d'élevage, le cas échéant (cf. art. 37) ;- les justificatifs de livraison des effluents d'élevage à un site spécialisé de traitement, le cas échéant (cf. art. 30), et/ou le cahier d'enregistrement des compostages, le cas échéant (cf. art. 39), et/ou le registre des résultats des mesures des principaux paramètres permettant de s'assurer la bonne marche de l'installation de traitement des effluents d'élevage si elle existe au sein de l'installation (cf. art. 38) ;- les bons d'enlèvements d'équarrissage « (cf. article 34) ». Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées. |
| Constats : Les volailles sont élevées dans deux bâtiments C et D. Les effectifs présents le jour de la visite sont de 31996 poulets répartis comme suit : Bâtiment C : 15156 poulets Bâtiment D : 16840 poulets Cet effectif est conforme à l'autorisation de l'élevage. Précisons que l'exploitation peut produire des pintades avec accès à l'extérieur. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 2 : Intégration dans le paysage et propreté

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 6 |
| Thème(s) : Élevage, Implantation – Aménagement |
| Prescription contrôlée : L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'ensemble des installations et leurs abords, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté. |
| Constats : Les installations et leurs abords sont propres et entretenus. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 3 : Recensement des risques

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 8 |
| Thème(s) : Élevage, Sécurité – incendie |
| Prescription contrôlée : II.-L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation (bâtiments d'élevage et leurs annexes) qui, notamment en raison de la présence de gaz (notamment en vue de chauffage), de liquides inflammables ou d'engrais solides simples et composés à base de nitrate d'ammonium à haut dosage (teneur en azote en masse supérieure à 28 %), sont susceptibles de prendre feu ou de conduire à une explosion. Ces parties d'installation sont recensées sur un plan, tenu à jour. Ce plan localisant les zones à risques est mis à jour pour intégrer les dispositions du présent point au plus tard le 1er janvier 2024. Il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque dans ces parties d'installation, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'une consigne ou d'un document spécifique en application des dispositions prévues par les articles 14-1 et 14-2. Cette interdiction est affichée en caractères apparents. |
| Constats : Le plan des zones à risques n'a pas été réalisé. |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Dans un délai de 15 jours, réaliser le plan des zones à risques de votre exploitation et recenser les parties de l'installation (bâtiments d'élevage et leurs annexes) qui, notamment en raison de la présence de gaz (notamment en vue de chauffage), de liquides inflammables ou d'engrais solides simples et composés à base de nitrate d'ammonium à haut dosage (teneur en azote en masse supérieure à 28 %), sont susceptibles de prendre feu ou de conduire à une explosion |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande d'action corrective |
| Proposition de délais : 15 jours |

N° 4 : Nature et risques des produits

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 9 |
| Thème(s) : Élevage, Sécurité – incendie |
| Prescription contrôlée : Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité. Ces documents sont intégrés au registre des risques mentionné à l'article 14. |
| Constats : Les fiches de données de sécurité des produits dangereux présents dans l'installation nous ont été fournies par les exploitants. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 5 : Propreté – Insectes – Rongeurs

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 10 |
| Thème(s) : Élevage, Sécurité – incendie |
| Prescription contrôlée : Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés, notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Toutes dispositions sont prises aussi souvent que nécessaire pour empêcher la prolifération des insectes et des rongeurs ainsi que pour en assurer la destruction. |

Constats :

La dératisation est réalisée par la société BIONE0. Un bon d'intervention en date du 15 février 2024 nous a été présenté.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 13

Thème(s) : Élevage, Sécurité – incendie

Prescription contrôlée :

L'installation dispose de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques, notamment d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux par exemple) publics ou privés dont un implanté à 200 mètres au plus du risque, ou de points d'eau, bassins, citernes, etc, d'une capacité en rapport avec le danger à combattre.

A défaut des moyens précédents, une réserve d'eau d'au moins 120 m³ destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances.

La protection interne contre l'incendie est assurée par des extincteurs portatifs dont les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre.

Ces moyens sont complétés :

- s'il existe un stockage de fioul ou de gaz, par la mise en place à proximité d'un extincteur portatif à poudre polyvalente de 6 kilogrammes, en précisant : « Ne pas se servir sur flamme gaz » ;
- par la mise en place d'un extincteur portatif « dioxyde de carbone » de 2 à 6 kilogrammes à proximité des armoires ou locaux électriques.

Les vannes de barrage (gaz, fioul) ou de coupure (électricité) sont installées à l'entrée des bâtiments dans un boîtier sous verre dormant correctement identifié.

Leur localisation figure sur un plan de l'installation. Le cas échéant, le plan est mis à jour au plus tard le 1er janvier 2024.

Les extincteurs font l'objet de vérifications périodiques conformément à la réglementation en vigueur.

Sont affichées à proximité du téléphone urbain, dans la mesure où il existe, et près de l'entrée du bâtiment, des consignes précises indiquant notamment :

- le numéro d'appel des sapeurs-pompiers : 18 ;
- le numéro d'appel de la gendarmerie : 17 ;
- le numéro d'appel du SAMU : 15 ;
- le numéro d'appel des secours à partir d'un téléphone mobile : 112 ;

ainsi que les dispositions immédiates à prendre en cas de sinistre ou d'accident de toute nature pour assurer la sécurité des personnels et la sauvegarde de l'installation.

Après avis des services d'incendie et de secours, des moyens complémentaires ou alternatifs de lutte contre l'incendie peuvent être fixés par l'arrêté préfectoral d'autorisation.

Constats :

Un poteau incendie référencé 084-0091 est situé à environ 200 mètres de l'exploitation.

Les extincteurs ont été contrôlés par la société ESO à VENANSAULT le 7 novembre 2023.

Les vannes de barrage de gaz sont situées dans les sas sanitaires des bâtiments d'élevage et elles sont identifiées. Lors de prochains travaux, ces vannes devront être placées à l'extérieur sous verre dormant.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Installations électriques et techniques – Plans – FDS

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 14

Thème(s) : Élevage, Sécurité – incendie

Prescription contrôlée :

Les installations électriques sont conçues et construites conformément aux règlements et aux normes applicables.

| |
|--|
| <p>L'exploitant tient à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques et techniques (gaz, chauffage, fioul) sont entretenues en bon état et vérifiées par un professionnel tous les cinq ans ou tous les ans si l'exploitant emploie des salariés ou des stagiaires.</p> <p>L'exploitant tient également à disposition les éléments justifiant que les moyens de lutte contre l'incendie prévus à l'article 13, notamment les extincteurs, sont correctement entretenus.</p> <p>Le ou les plans faisant figurer les informations prévues aux articles 8 et 13, les fiches de données de sécurité telles que mentionnées à l'article 9, le plan des réseaux de collecte des effluents mentionné à l'article 23, les justificatifs des vérifications périodiques des matériels électriques et techniques et les éléments permettant de connaître les suites données à ces vérifications sont tenus à la disposition des services de secours et de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées, dans un registre des risques.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Les vérifications électriques ont été réalisées le 15 janvier 2024 par le BUREAU VERITAS.</p> <p>Le contrôle des installations de gaz a été réalisé le 12 mars 2024 par cette même société. Les anomalies constatées devront être levées.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |

N° 8 : Stockage des produits de nettoyage et des autres produits dangereux

| |
|---|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 15-I</p> |
| <p>Thème(s) : Élevage, Pollution</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les dispositions du présent article ne sont pas applicables aux équipements de stockage des effluents d'élevage et aux bassins de traitement des effluents liquides.</p> <p>I. - Tout stockage en réservoir de produits liquides inflammables, ainsi que d'autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement, est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> — 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; — 50 % de la capacité globale des réservoirs associés. <p>La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.</p> <p>Tout moyen équivalent au dispositif de rétention peut le remplacer, notamment les cuves double-paroi.</p> <p>L'étanchéité du (ou des) réservoir(s) associé(s) peut être contrôlée à tout moment.</p> <p>Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets.</p> <p>Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.</p> <p>Le stockage de liquides inflammables, ainsi que d'autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement, n'est permis sous le niveau du sol que dans des réservoirs enterrés placés en fosse.</p> <p>L'exploitant veille au bon état des rétentions.</p> <p>Lorsque les stockages sont à l'air libre, les rétentions sont vidées dès que possible des eaux pluviales s'y versant.</p> <p>Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.</p> <p>Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas aux installations existantes.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Une cuve à fioul double paroi de 2000 litres est présente dans une dépendance à proximité des bâtiments bovins.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |

N° 9 : Dispositions relatives aux prélèvements d'eau (limitation)

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 17 |
| Thème(s) : Élevage, Pollution |
| Prescription contrôlée : Les dispositions de la présente section s'appliquent aux activités d'élevage de l'installation, à l'exclusion de toute autre activité, notamment d'irrigation. Le prélèvement, lorsqu'il se situe dans une zone où des mesures permanentes de répartition quantitative ont été instituées au titre de l'article L. 211-2 du code de l'environnement, est conforme aux mesures de répartition applicables. Le prélèvement maximum journalier effectué dans le réseau public et/ou le milieu naturel est déterminé par l'exploitant dans son dossier de demande d'autorisation. Toutes les dispositions sont prises pour limiter la consommation d'eau. |
| Constats : Le site dispose d'une déclaration d'exploitation de deux forages en date du 18 avril 2012 (demande d'antériorité) pour un volume total de 2000 m ³ . Un ouvrage est situé à proximité des bâtiments de volailles et le deuxième à proximité de l'élevage bovins. Le lavage est réalisé au moyen d'un laveur haute pression afin de limiter la consommation d'eau. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 10 : Dispositions relatives aux prélèvements d'eau (compteur, disconnecteur)

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 18 |
| Thème(s) : Élevage, Pollution |
| Prescription contrôlée : Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé hebdomadairement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m ³ par jour, mensuellement si ce débit est inférieur. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et conservés dans le dossier de l'installation. En cas de raccordement, sur un réseau public ou sur un forage en nappe, l'ouvrage est équipé d'un dispositif de disconnexion. Les ouvrages de prélèvement dans les cours d'eau ne gênent pas le libre écoulement des eaux. Seuls peuvent être construits dans le lit du cours d'eau des ouvrages de prélèvement ne nécessitant pas l'autorisation mentionnée à l'article L. 214-3 du code de l'environnement. Le fonctionnement de ces ouvrages est conforme aux dispositions de l'article L. 214-18 du même code. |
| Constats : Le réseau public reste connecté en cas de besoin. Un clapet anti retour assure la disconnexion. Le compteur du forage situé près des bâtiments d'élevage avicole est présent dans un des sas. Précisons que l'eau de ce forage est également utilisée à titre individuel par un voisin (ancien exploitant). Un relevé de consommation nous est remis par les exploitants. Il est en moyenne de 900 m ³ par an. Le relevé des consommations du forage alimentant les bovins n'a pas été contrôlé mais il est bien inférieur au premier selon les exploitants. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 11 : Dispositions relatives aux prélèvements d'eau (forage)

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 19 |
| Thème(s) : Élevage, Pollution |
| Prescription contrôlée : Toute réalisation ou cessation d'utilisation de forage est conforme aux dispositions du code minier |

| |
|---|
| et à l'arrêté du 11 septembre 2003 susvisé |
| Constats : Des améliorations restent à réaliser concernant la protection des deux forages. - forage présent sur le site bovin : la protection de la tête de forage est conforme, toutefois, la buse installée n'est pas étanche et permet l'écoulement des eaux de pluies dans la chambre de comptage. De plus, l'espace annulaire n'est pas cimenté. Cette cimentation empêche le risque d'infiltration directe de ruissellement de surface vers la nappe ainsi que l'infiltration des eaux de surfaces polluées vers la nappe. - forage présent sur le site avicole : l'espace annulaire n'est pas cimenté. |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : <i>Dans un délai de 3 mois :</i> Réaliser des améliorations concernant l'étanchéité des deux forages : * forage présent sur le site bovin : étanchéifier la buse installée afin d'éviter tout écoulement des eaux de pluies dans la chambre de comptage et cimenter l'espace annulaire. * forage présent sur le site avicole : cimenter l'espace annulaire |
| |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande d'action corrective |
| Proposition de délais : 3 mois |

N° 12 : Enclos, volières et parcours de volailles

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 21 |
| Thème(s) : Élevage, Pollution |
| Prescription contrôlée : Pour l'élevage de volailles en enclos, en volières et en parcours, toutes les précautions sont prises pour éviter l'écoulement direct de boues et d'eau polluée vers les cours d'eau, le domaine public et les terrains des tiers. Lorsque la pente du sol est supérieure à 15 % un aménagement de rétention des écoulements potentiels de fientes, par exemple un talus, continu et perpendiculaire à la pente, est mis en place le long de la bordure aval du terrain concerné, sauf si la qualité et l'étendue du terrain herbeux est de nature à prévenir tout écoulement. Lorsque les volailles ont accès à un parcours en plein air, un trottoir en béton ou en tout autre matériau étanche, d'une largeur minimale d'un mètre, est mis en place à la sortie des bâtiments fixes. Les déjections rejetées sur les trottoirs sont raclées et soit dirigées vers la litière, soit stockées puis traitées comme les autres déjections. Les parcours des volailles sont herbeux, arborés, ou cultivés, et maintenus en bon état. Toutes les dispositions sont prises en matière d'aménagement des parcours afin de favoriser leur fréquentation sur toute leur surface par les animaux. La rotation des terrains utilisés s'opère en fonction de la nature du sol et de la dégradation du terrain. Un même terrain n'est pas occupé plus de vingt-quatre mois en continu. Les terrains sont remis en état à chaque rotation par une pratique culturale appropriée. |
| Constats : Les deux bâtiments disposent de parcours de surfaces réduites utilisées uniquement en fin de bandes de pintades. Des trottoirs en béton ont été installés à la sortie des bâtiments. Ces parcours sont herbeux. Les exploitants indiquent ne plus les utiliser pour l'instant car ils n'élèvent plus de pintade. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 13 : Collecte et stockage des effluents

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 23-I |
| Thème(s) : Élevage, Pollution |
| Prescription contrôlée : Tous les effluents d'élevage sont collectés par un réseau étanché et dirigés vers les équipements de stockage ou de traitement des eaux résiduaires ou des effluents d'élevage. Le plan des réseaux de collecte des effluents d'élevage est tenu à disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées. |
| Constats : Les eaux résiduaires sont mélangées à la litière (MTD 7). Selon l'exploitant, les eaux issues des sas sanitaires (lavabos) sont récupérées dans des contenants installés à l'extérieur des bâtiments au niveau des tuyaux d'évacuation et sont ensuite mélangées à la litière à la fin de chaque lot. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 14 : Collecte des eaux de pluie

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 24 |
| Thème(s) : Élevage, Pollution |
| Prescription contrôlée : Les eaux pluviales provenant des toitures ne sont en aucun cas mélangées aux effluents d'élevage, ni rejetées sur les aires d'exercice. Lorsque ce risque existe, elles sont collectées par une gouttière ou tout autre dispositif équivalent. Elles sont alors soit stockées en vue d'une utilisation ultérieure, soit évacuées vers le milieu naturel ou un réseau particulier. |
| Constats : Les eaux pluviales provenant des toitures sont évacuées vers le milieu naturel. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 15 : Site de traitement spécialisé

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 30 |
| Thème(s) : Élevage, Dossier |
| Prescription contrôlée : Les effluents d'élevage provenant des activités d'élevage de l'exploitation peuvent, totalement ou en partie, être traités sur une installation enregistrée, autorisée ou déclarée au titre d'un traitement spécialisé conformément au titre Ier du livre II, ou du titre Ier du livre V du code de l'environnement. Le cas échéant, l'exploitant tient à la disposition de « l'inspection de l'environnement, spécialité » installations classées le relevé des quantités livrées et la date de livraison. |
| Constats : La totalité des fumiers de volailles est exportée vers la SARL DE L'AVRESNE (composteur) à ST MACAIRE DES MAUGES (49). Le contrat de reprise a été signé le 10 mars 2008. Les fumiers des bovins sont épandus sur les terres de l'exploitation. Le plan de fumure et le cahier d'épandage n'ont pas fait l'objet d'un contrôle. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 16 : Déchets et sous-produits animaux

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 34 |
| Thème(s) : Élevage, Pollution |
| Prescription contrôlée : Les déchets de l'exploitation, notamment les emballages et les déchets de soins vétérinaires, sont stockés dans des conditions ne présentant pas de risques (prévention des envols, des infiltrations dans le sol et des odeurs, etc.) pour les populations avoisinantes humaines et animales et l'environnement. En vue de leur enlèvement, les animaux morts de petite taille (comme les porcelets ou les volailles par exemple) sont placés dans des conteneurs étanches et fermés, de manipulation facile par un moyen mécanique, disposés sur un emplacement séparé de toute autre activité et réservé à cet usage. Dans l'attente de leur enlèvement, quand celui-ci est différé, sauf mortalité exceptionnelle, ils sont stockés dans un conteneur fermé et étanche, à température négative destiné à ce seul usage et identifié. Les animaux de grande taille morts sur le site sont stockés avant leur enlèvement par l'équarrisseur sur un emplacement facile à nettoyer et à désinfecter, et accessible à l'équarrisseur. Les bons d'enlèvements d'équarrissage sont tenus à disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées. |
| Constats : Les déchets tels que les bidons de nettoyage désinfection, plastiques etc.... sont remis à des sociétés spécialisées. Deux attestations de remises de déchets (PASQUIER VEGETAL et CAVAC) nous sont présentées. Les volailles mortes sont d'abord stockées dans un congélateur réservé à cet usage avant leur reprise par la Sécanim. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 17 : Élimination des déchet, médicaments vétérinaires et sous-produits

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 35 |
| Thème(s) : Élevage, Pollution |
| Prescription contrôlée : Les déchets qui ne peuvent pas être valorisés sont régulièrement éliminés dans des installations réglementées conformément au code de l'environnement. Les animaux morts sont évacués ou éliminés conformément au code rural et de la pêche maritime. Les médicaments vétérinaires non utilisés sont éliminés par l'intermédiaire d'un circuit de collecte spécialisé, faisant l'objet de bordereaux d'enlèvement, ces derniers étant tenus à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées. Cette disposition est applicable aux installations existantes à compter du 1er janvier 2015. Toute élimination de médicaments vétérinaires non utilisés par épandage, compostage ou méthanisation est interdite. Tout brûlage à l'air libre de déchets, à l'exception des déchets verts lorsque leur brûlage est autorisé par arrêté préfectoral, de cadavres ou de sous-produits animaux est interdit. |
| Constats : Les cadavres d'animaux sont éliminés via le service public d'équarrissage (SECANIM). Le dernier bon d'enlèvement nous est présenté. Les déchets médicamenteux sont repris par la société CTH. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 18 : Mise en œuvre des MTD

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 42-II |
| Thème(s) : Élevage, Dossier |
| Prescription contrôlée : Au plus tard le 21 février 2021, « l'exploitant d'une installation visée au I met en œuvre les meilleures techniques disponibles applicables aux installations mentionnées au I. ». Sans préjudice des dispositions de l'article L. 181-14 du code de l'environnement, l'installation respecte les niveaux d'émission. L'exploitant met en œuvre des dispositions de surveillance notamment des émissions et des consommations répondant aux exigences des conclusions sur les meilleures techniques disponibles pour l'élevage intensif de volailles ou de porcs susvisés. |
| Constats : Le GAEC LES TROIS SITES s'est engagé dans son dossier de réexamen des conditions d'exploitation de son élevage IED à respecter les Meilleurs Techniques Disponibles (MTD). Les MTD suivantes ont été contrôlées : <ul style="list-style-type: none">- MTD 4 : les animaux reçoivent une alimentation multiphasés ;- MTD 25 et 27 : déclaration GEREPP réalisée ;- MTD 5 : les consommations d'eau sont enregistrées. Le lavage est réalisé au moyen d'un nettoyeur haute pression. Le système d'abreuvement est adapté aux animaux et les exploitants sont attentifs aux fuites ;- MTD 7 : les eaux résiduaires sont mélangées à la litière ; |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 19 : Émissions atmosphériques d'ammoniac

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 45 |
| Thème(s) : Élevage, Dossier |
| Prescription contrôlée : L'exploitant déclare chaque année les émissions atmosphériques d'ammoniac provenant de chaque bâtiment d'hébergement et pour chaque catégorie animale sur le site internet mis à disposition pour le registre des émissions de polluants et des déchets dans les modalités prévues par l'arrêté du 31 janvier 2008 susvisé. « L'exploitant transmet, en annexe de sa déclaration, les informations sur lesquelles les valeurs qu'il a déclarées sont basées. Si des outils de calcul ont été utilisés afin de déterminer ces émissions, ils sont transmis sans modification de leur format de fichier. » Pour les exploitants des installations autorisées avant la parution des conclusions MTD, la première déclaration est faite début 2021 pour les émissions de l'année 2020 |
| Constats : La déclaration GEREPP pour l'année 2023 a été réalisée. |
| Type de suites proposées : Sans suite |